

Google, champion du lobbying auprès de la Maison Blanche

Accusé d'abus de position dominante dans la recherche et la publicité en ligne par ses rivaux, Google n'en demeure pas moins l'un des favoris high-tech de l'administration Obama. Les [menaces de poursuites](#) proférées en 2012 à l'encontre de la firme de Mountain View par la FTC (Federal Trade Commission) américaine sont bien oubliées. Google a été blanchi, et ce après une [enquête antitrust américaine conclue](#) par une décision non contraignante et unanime de la FTC en faveur de l'intéressé en janvier 2013. Google a bien joué de son influence pour obtenir gain de cause.

Un riche soutien politique

Par le biais des comités d'action politique (PAC), Google a été le troisième contributeur de la [campagne présidentielle 2012 de Barack Obama](#), après l'Université de Californie et Microsoft. Sur les deux campagnes, la contribution de la firme de Mountain View s'est élevée à **1,6 million de dollars**. Cette somme représente près de 10% des dépenses annuelles du groupe pour influencer les politiques publiques pilotées depuis Washington D.C. et d'autres places fortes.

En 2014, selon le [Wall Street Journal](#), Google aurait dépensé dans le **lobbying politique** 16,8 millions de dollars au total, soit plus que d'autres grandes entreprises américaines, parmi lesquelles : l'industriel Exxon (12,7 millions de dollars), Microsoft (8,3 millions) ou encore Apple (4,1 millions).

Un acteur consulté très régulièrement

Selon des logs et emails obtenus par le journal financier américain, les dirigeants de Google ont assisté à de nombreuses réunions avec les huiles de la FTC et de la Maison Blanche, en amont de la conclusion du dossier antitrust américain. Des réunions hebdomadaires (230 fois sur l'ensemble des 2 législatures) auraient été organisées à Washington.

Eric Schmidt, le président exécutif de Google reçu régulièrement depuis, demeure un soutien du président Obama. Schmidt a notamment contribué au développement du dispositif de mobilisation des électeurs « Get out the vote » adopté lors la campagne présidentielle 2012 d'Obama. Il a par ailleurs volé au secours de l'administration Obama sur l'affaire Healthcare.gov. Bon prince, ce dernier a nommé l'ancienne vice-présidente du labo de recherche Google X, **Megan Smith**, [CTO des États-Unis](#) en 2014. Le mois dernier, enfin, [Barack Obama a réaffirmé son soutien](#) à Google et d'autres groupes high-tech américains dans la ligne de mire des régulateurs en Europe.

L'Europe n'a pas dit son dernier mot

Si les États-Unis ont blanchi Google, au grand regret de la concurrence – Microsoft en tête –, l'Europe n'en a pas terminé avec son enquête antitrust ouverte en novembre 2010. Les trois propositions d'[engagement de Google n'ont pas convaincu](#), mais la Commission européenne, qui a changé de mains depuis, tarde à conclure ce dossier. Le Parlement européen fulmine. Résultat des

courses, Google gagne du temps et beaucoup d'argent, à l'heure où l'Union européenne et l'OCDE réfléchissent à une révision des règles fiscales internationales pour [mieux taxer les GAFAs](#) et d'autres multinationales rompues aux techniques d'optimisation.

Lire aussi :

[Antitrust : Google blanchi, mais fautif selon un rapport de la FTC](#)

[Google : pour le Parlement européen, l'UE n'a obtenu aucun résultat](#)

crédit photo [CC BY-SA 3.0](#)